

La CDU face au départ de la chancelière Angela MERKEL

Grande favorite il y a encore quelques semaines, la CDU a récemment chuté dans les intentions de vote, rendant incertaine l'issue du scrutin du 26 septembre (cf. BQ du 8/09/2021). Mardi dernier, devant les députés du Bundestag réunis pour la dernière fois en séance plénière, la chancelière Angela MERKEL a insisté sur le fait que "la meilleure voie" pour l'Allemagne était "un gouvernement dirigé par Armin LASCHET comme chancelier". "Car son gouvernement sera marqué par la stabilité, la fiabilité et la modération et c'est ce dont l'Allemagne a besoin", a-t-elle affirmé, volant une nouvelle fois au secours de son parti. Centriste et europhile, M. LASCHET est un homme de consensus. Il est très proche de Mme MERKEL, ce qui constitue à la fois un avantage au regard de la popularité de la chancelière sortante, et un inconvenient puisqu'il a la difficile tâche d'incarner un renouveau, souligne Mme Corinne DELOY, chargée d'études au CERi (Sciences Po Paris), responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Robert Schuman, dans la lettre n°946 de la Fondation.

Aussi bien la CDU fait-elle campagne sur le changement dans la continuité. « Ensemble, faisons l'Allemagne » dit son slogan. Si son programme est intitulé "Programme pour la stabilité et le renouveau", il est davantage tourné vers la continuité que vers le changement. Le message de M. LASCHET se veut rassurant pour des Allemands avides de sécurité et habituellement peu enclins aux expérimentations. La lutte contre le changement climatique et le maintien des emplois dans l'industrie constituent les principaux thèmes de campagne du parti. "M. LASCHET a récemment agité le risque d'un virage à gauche en cas de victoire du SPD. Il reproche à son rival Olaf SCHOLZ de ne pas se prononcer sur la coalition gouvernementale qui aurait sa préférence et il met en garde contre l'arrivée de Die Linke au pouvoir", explique Mme DELOY avant de poursuivre : "Il a clairement affirmé qu'il ne ferait jamais aucune alliance avec l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Il met également en avant les incertitudes dont sont porteurs les Verts/Alliance 90, de façon toutefois plus légère, ces derniers restant de possibles partenaires de gouvernement. Il a d'ores et déjà indiqué que le climat devait être la priorité du futur gouvernement et que, par conséquent, les questions climatiques devraient donc être gérées directement par la chancellerie. Il a annoncé une Allemagne neutre sur le plan climatique pour 2045 et ce d'une manière « socialement acceptable et économiquement durable ».

Sur le plan économique, le parti refuse toute augmentation des taxes et propose d'ailleurs de réduire de 30% à 25% l'imposition maximale sur les bénéfices des entreprises. Il promet d'abolir la taxe de solidarité mise en place en 1991 pour financer la réunification du pays. La CDU est opposée à tout nouveau recul de l'âge de la retraite ; elle est attachée au retour aux règles du Pacte de stabilité et de croissance et au mécanisme de frein à l'endettement, suspendu durant la pandémie. Inscrit dans la Constitution allemande depuis 2009, celui-ci interdit au pays de s'endetter à plus de 0,35% du PIB par an. Il a été levé en 2020 et 2021 par le Bundestag pour financer les dépenses liées à la pandémie.

Sur le plan diplomatique, M. LASCHET est favorable à un rapprochement de l'Allemagne avec la Russie et la Chine. Il soutient la construction du gazoduc Nord Stream, qui doit relier la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique et il souhaite l'établissement d'un partenariat avec Moscou comme il veut négocier des accords d'investissements avec Pékin. Selon lui, des limites doivent et peuvent être fixées au régime de M. Vladimir POUTINE. Il est encore favorable à l'obligation faite par l'OTAN à chacun de ses Etats membres de consacrer 2% de leur PIB à la défense d'ici 2024, chose « indispensable pour que l'OTAN reste capable d'agir et de se défendre »